

## ESPIONNAGE, DONS EN CASH

## Sarkozy de nouveau face à l'affaire Bettencourt

**Aurolé de ses succès internationaux sur la Libye, le président français Nicolas Sarkozy voit resurgir sur le front intérieur l'embarrassante affaire Bettencourt, avec des accusations de financement politique illicite et d'espionnage d'un journaliste.**

Cette affaire aux multiples ramifications était partie d'un différend familial entre la milliardaire Liliane Bettencourt, héritière des cosmétiques L'Oréal, et sa fille.

Elle a rapidement dégénéré en un scandale politico-financier, mêlant soupçons de favoritisme et de financement illégal, qui a coûté son poste fin 2010 au ministre du Travail Eric Woerth, proche de Nicolas Sarkozy.

Cette semaine, c'est un livre-brûlot de deux journalistes du quotidien *Le Monde* qui a relancé cette affaire, à huit mois d'une élection présidentielle pour laquelle l'opposition de gauche est donnée favorite.

Une magistrate, Isabelle Prévost-Desprez, y accuse le pouvoir d'avoir fait pression sur des témoins qui auraient vu Nicolas Sarkozy recevoir des sommes d'argent en espèces de la famille

Bettencourt pour financer sa campagne électorale de 2007.

La juge, un temps chargée de l'un des volets de cette affaire, affirme que l'ancienne infirmière de la milliardaire avait «confié à (sa) greffière, après son audition par (elle) : «J'ai vu des remises d'espèces à Sarkozy mais je ne pouvais le dire sur procès-verbal». Le financement politique en France est strictement réglementé depuis les années 1990.

Les dons à des partis ou des personnalités sont possibles mais strictement limités. Et les rumeurs sur des enveloppes de cash qui circuleraient entre de riches donateurs et les hommes politiques sont assez fréquentes.

L'infirmière, au service de Liliane Bettencourt entre septembre 2006 et juillet 2007, a démenti les déclarations de la juge. Mais elle dit avoir reçu des «menaces de mort» visant à la dissuader de témoigner dans l'affaire Bettencourt.

La présidence française a de son côté dénoncé des accusations «infondées, mensongères et scandaleuses».

D'énormes intérêts politiques et économiques sont au cœur de ce dossier. Agée de 88 ans, Liliane Bettencourt est la première actionnaire de L'Oréal, fleuron de l'industrie française. Elle est la troisième fortune française et l'une des femmes les plus riches du monde.



Nicholas Sarkozyn, embarrassé par l'affaire Bettencourt.

Photo : DR

Sa fille unique s'était inquiétée des largesses accordées par sa mère à son entourage et en particulier à un photographe et écrivain, François-Marie Banier, sous formes d'œuvres d'art ou d'assurances-vie. Elle avait porté plainte pour abus de faiblesse.

Le litige avait ensuite été réglé au sein de la famille à la fin 2010. Mais les enquêtes menées autour de l'affaire avaient fait apparaître les liens entre les Bettencourt et une partie de la classe politique.

Le 12 juillet 2010, Nicolas Sarkozy avait ainsi déjà démenti avoir touché de l'argent de la riche héritière. «C'est une honte», avait-

il lancé à propos de ces accusations. Mais l'affaire embarrasse suffisamment le pouvoir pour qu'il ait fait surveiller les communications téléphoniques d'un journaliste du *Monde*, qui enquêtait sur les Bettencourt, et celles de sa source, un haut fonctionnaire du ministère de la Justice. C'est rien moins que les services du contre-espionnage qui ont été mis à contribution pour obtenir les relevés de communications téléphoniques du journaliste, Gérard Davet.

A la suite d'une plainte déposée par le journal, une juge d'instruction a acquis les preuves des inter-

ventions des policiers du contre-espionnage, a révélé jeudi *Le Monde*.

Le ministre de l'Intérieur Claude Guéant a reconnu des «repérages de communications téléphoniques, ce qui est tout à fait différent d'écoutes», mais a indiqué qu'ils visaient à identifier la source et pas à surveiller le journaliste.

L'organisation Reporters sans frontières (RSF) a dénoncé ces pratiques, et *Le Monde* les a qualifiées — tout comme l'opposition socialiste — d'«affaire d'Etat», le quotidien suspectant «l'existence d'un «cabinet noir» au sommet de l'exécutif».

## JAPON

## Noda s'entoure de quadragénaires pour redresser le Japon d'après-le tsunami

**Le Premier ministre japonais, Yoshihiko Noda, a nommé hier des quadragénaires à plusieurs postes-clés d'un gouvernement dépourvu de poids lourds du parti au pouvoir, pour relever un pays traumatisé par un tsunami, en proie à un accident nucléaire et englué dans la récession.**

Elu chef du gouvernement mardi pour succéder à l'impopulaire Naoto Kan, issu comme lui du Parti démocrate du Japon (PDJ), M. Noda a créé la surprise en se passant de ténors du mouvement de centre-gauche. Les deux tiers de son équipe de 18 membres, dont deux femmes, sont nouveaux. M. Noda, qui a aussi redistribué les responsabilités au sein du PDJ qu'il préside, s'est employé à ménager les susceptibilités, notamment vis-à-vis des partisans du puissant vétéran Ichiro Ozawa, dont les relations exécrables avec Naoto Kan avaient nui à l'efficacité de l'équipe précédente. La tâche de son gouvernement s'annonce rude, six mois après le séisme et le tsunami qui ont fait plus de 20 000 morts et disparus dans le nord-est et entraîné à Fukushima le plus grave accident nucléaire depuis Tchernobyl (Ukraine) en 1986.

Lors de sa première conférence de presse après sa nomination officielle par l'Empereur, M. Noda a souligné que sa priorité numéro un était d'accélérer les efforts de reconstruction. Il a, en outre, jugé «difficile» de construire de nouveaux réacteurs au Japon, ajoutant que ceux arrivant en fin de vie ne seraient pas remplacés. M. Noda a toutefois précisé que les tranches actuellement arrêtées pour maintenance, et qui n'ont pas redémarré par précaution à cause de Fukushima, seraient relancées si elles passaient avec succès des tests de résistance.

Seules 20% des 54 unités nucléaires du Japon sont actuellement en exploitation, ce qui a contraint les entreprises à limiter leur consommation d'électricité cet été. Partisan de la rigueur budgétaire, M. Noda souhaite, par ailleurs, une réforme fiscale pour financer la reconstruction et

contenir la dette du Japon, qui représente deux fois son produit intérieur brut. Il a toutefois précisé qu'il n'était pas favorable à l'austérité, son équipe devant sortir la troisième puissance économique mondiale de la récession. Le Premier ministre a confié le portefeuille stratégique des Finances à Jun Azumi, 49 ans, un parlementaire qui n'a jamais été membre d'aucun gouvernement, originaire de la préfecture dévastée de Miyagi (nord-est). Il a placé un autre homme sans expérience gouvernementale, Yoshio Hachiro, 63 ans, à la tête du puissant ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie (Meti). M. Noda a de plus renforcé les prérogatives de Goshi Hosono, 40 ans, ministre chargé de gérer la crise nucléaire dans le précédent gouvernement, qui se voit confier en outre le portefeuille de l'Environnement.

Dans un monde politique nippon réputé pour ses dirigeants d'âge canonique, un autre quadragénaire, Koichiro Gamba, 47 ans, va diriger la diplomatie, mise

à l'épreuve en fin d'année dernière par des crises liées à des différends territoriaux avec la Chine et la Russie. A ce propos, M. Noda a déclaré vouloir «des relations mutuellement bénéfiques» avec la Chine et s'est engagé à ne pas se rendre au sanctuaire shintoïste de Yasukuni, où sont honorés les morts tombés pour le Japon, dont des criminels de guerre.

M. Noda a fait appel à Osamu Fujimura, 61 ans, pour le poste stratégique de secrétaire général et porte-parole du gouvernement. Proche de M. Noda, M. Fujimura est un partisan d'une reprise du pouvoir par les politiques face à une bureaucratie jugée omnipotente. L'ancien Premier ministre Naoto Kan a jeté l'éponge la semaine dernière en raison de vives critiques suscitées par sa gestion de la triple catastrophe du 11 mars. Devenu le sixième Premier ministre du Japon en cinq ans, son successeur a promis de rétablir l'unité du PDJ fissurée par l'exercice du pouvoir et de tendre la main à l'opposition conservatrice.

Le Soudan du Sud  
n'autorise plus  
que sa monnaie  
depuis hier

Le Soudan du Sud, qui a proclamé le 9 juillet dernier son indépendance, n'autorise plus à partir d'hier vendredi que sa monnaie, lancée le 18 juillet, s'éloignant ainsi encore un peu plus de son voisin du Nord. A partir d'hier, «la livre soudanaise (issue du Soudan, avant la proclamation de l'indépendance) est une monnaie illégale. Elle ne pourra plus être utilisée pour acheter quoi que ce soit dans la République du Soudan du Sud», a affirmé le ministre de l'Information, Barnaba Marial Benjamin, à des journalistes à Juba. De son côté, le Soudan, qui a aussi lancé une nouvelle monnaie le 24 août, a affirmé avoir achevé partiellement, depuis jeudi 15h GMT, la transition vers la nouvelle livre soudanaise. Désormais, «les vieux billets de 10, 20 et 50 livres soudanaises (...) ne pourront plus être utilisés», a affirmé la Banque centrale du Soudan dans un communiqué.

En revanche, «le commerce avec des billets de 1, 2 et 5 livres pourra se poursuivre (...) jusqu'à une prochaine annonce de la Banque», a-t-elle ajouté. Après l'indépendance, les responsables sud-soudanais avaient dit craindre que le pays soit envahi par les vieilles livres soudanaises, alors que ces dernières avaient vu leur valeur dégringoler cette année sur fond de finances publiques dans le rouge et d'envolée des prix des denrées alimentaires.